**Niger : La quête d’un développement dans un contexte adverse**

Rafael Aguirre Unceta 2018

**Résumé**

Le Niger, pays parmi les plus pauvres du monde, est confronté à des risques et défis nombreux et divers : insécurité alimentaire, extrême vulnérabilité sociale, escalade démographique, menaces terroristes…La présente analyse dégage les modalités selon lesquelles la politique budgétaire du Niger a cherché à relever ces différents défis, dans un cadre financier public un peu amélioré depuis quelques années en dépit d’une détérioration récente. Au-delà de la mobilisation des ressources financières, les enjeux essentiels proviennent de leur utilisation et gestion par les politiques publiques.

INTRODUCTION

Enclavé dans la partie Sud du Sahara, le Niger est l'un des pays les plus pauvres du monde. Son indice de développement humain (IDH) le place aux dernières positions. Dans sa quête de développement, le pays fait face à des défis majeurs. Le premier concerne l'insécurité alimentaire de sa population. Avec une agriculture fragile, tributaire d’une pluviométrie irrégulière et des terres arables limitées, le Niger continue de souffrir des graves crises alimentaires (2005, 2010, 2012). Une croissance démographique très élevée aggrave les difficultés. Ces dernières années une autre menace est apparue, avec le terrorisme des groupes djihadistes : le Niger se retrouve à la jonction de divers foyers d'insécurité (Mali et Libye au Nord et à l’Ouest, Nigeria au Sud-Est).

Répondre à ces défis nécessite des moyens considérables dans un pays à faibles ressources financières, qui doit simultanément relever d'autres défis sociaux et économiques vitaux.

**Objectif**. La présente analyse recherche comment les politiques publiques ont tenté de répondre à ces différents défis, dans un contexte devenu depuis quelques années un peu plus favorable, en raison de la progression des recettes pétrolières, d’une meilleure gestion budgétaire et du retour de l’aide extérieure après la crise politique en 2009-2010 ; l’investissement public a plus que triplé entre 2011 et 2015 et le secteur de l’éducation a fait l’objet d’un effort particulier (6,6% du PIB en moyenne 2014-15).

**Une conjoncture défavorable !**

Cependant, ce contexte financier plus favorable a été récemment affecté par la hausse des dépenses sécuritaires, ainsi que par un déclin des recettes publiques provenant des secteurs extractifs (uranium, pétrole) en raison de l'évolution défavorable des marchés internationaux respectifs. Le déficit budgétaire s’est aggravé et la progression des dépenses et investissements dans des secteurs clés (sociaux, développement rural…) a été freinée.

**Pistes et perspectives de l’étude ?**

1. dégager les voies d’un élargissement viable de l’espace budgétaire nigérien.

* augmenter la mobilisation des ressources, en évitant une trop forte dépendance du financement extérieur, en particulier sous forme d’emprunt.
* examiner l’évolution de la pression fiscale au Niger et la position relative du pays en matière d’effort fiscal : il s’agit d’évaluer la possibilité d’une mobilisation additionnelle de ressources internes.

1. améliorer la performance des dépenses, ainsi qu’adapter sa composition intersectorielle et intrasectorielle : cette voie contribue aussi à élargir l’espace budgétaire[[1]](#footnote-1).

* évaluer l’opportunité d’une rapide progression de l’investissement public physique (infrastructures) relativement à des besoins cruciaux (pauvreté, sécurité alimentaire), ainsi que l'importance des politiques nationales dans des domaines comme la maîtrise démographique, l´éducation et le renforcement des capacités des services publics.

**PROFIL D’UN PAYS ENDURANT**

***Entraves naturelles, vulnérabilité sociale et contraintes économiques***

Le Niger s’étend sur un territoire de 1.267.000 km2, dont les 2/3 sont désertiques et seulement 11 % sont aptes à l’agriculture ; le port le plus proche, celui de Cotonou, se trouve à plus de 1100 km. L’environnement naturel est marqué par l’aridité des sols et des conditions climatiques difficiles, avec des températures élevées et une pluviométrie faible et irrégulière. Ces conditions naturelles adverses se combinent avec une forte croissance de la population (3,9% par an pour la période 2001-2012), soutenue par un taux très élevé de fécondité (7,6 enfants par femme)[[2]](#footnote-2). Le Niger a dépassé en 2016 les 20 millions d’habitants (11 millions en 2000). Selon les projections de la Division de la Population des Nations Unies (graphique 1), la croissance démographique restera (horizon 2050) bien au-dessus des moyennes estimées pour l’Afrique de l’Ouest3 et pour l’Afrique subsaharienne.

**...**

***Contribution instable des industries extractives***

Les produits miniers (uranium) et pétroliers procurent encore plus de la moitié de la valeur des exportations totales nigériennes. Les secteurs extractifs, avec un poids croissant du pétrolier, ont contribué sur la période 2014-2016 à près de 19% des recettes publiques. À part l’extraction d’uranium initiée en 1971 dans le Nord du pays (région d’Agadez) et celle du pétrole à partir de 2011 à l’Est, le Niger exploite quelques gisements aurifères dans la région du Liptako[[3]](#footnote-3), proche du fleuve Niger, ainsi que de charbon à Anou-Araren (région d’Agadez)[[4]](#footnote-4).

Des investisseurs étrangers sont largement impliqués dans les industries extractives. L’extraction, fabrication et exportation d’uranium concentré (4.150 tonnes en moyenne 2012-2016) sont réalisées par trois sociétés minières, dont deux contrôlées par la société française AREVA (SOMAÏR ET COMINAK) et une troisième (SOMINA) par la compagnie étatique chinoise China National Nuclear Corporation-CNNC11. L’Etat nigérien, à travers une entité publique (SOPAMIN) détient des parts (entre 30 et 40%) dans le capital de ces sociétés12. L’extraction du pétrole est réalisée par une filiale locale du groupe chinois China National Petroleum Corporation (CNPC), avec un contrat de partage de la production assurant un minimum de 40% de *tax oil* sur le *profit oil,* ainsi qu’une participation passive de 15% dans la zone d’exploitation. Le raffinage est opéré près de Zinder par la société SORAZ, détenue par la CNPC (60%) et l’Etat nigérien (40%). Malgré la confirmation de réserves additionnelles, la production pétrolière est pour le moment limitée par la capacité de raffinage (20.000 barils/jour) ; le raccordement (en étude) au pipeline Tchad-Cameroun ou une autre voie d'exportation du brut, permettraient une production additionnelle estimée à 90.000 barils/jour.

**P. 9/60. Dernier para.**

1. Les résultats synthétiques de quelques estimations sur l’efficacité des dépenses sociales (éducation et santé) au Niger, par rapport à d’autres pays africains, notamment sahéliens, sont expliqués à la sous-section 4.1. [↑](#footnote-ref-1)
2. Bien que la croissance démographique semble avoir augmenté au Niger si on compare les résultats du recensement réalisé en 2012 (3,9% pour la période 2001‐12, avec une fécondité de 7,6 enfants par femme) avec ceux du recensement réalisé en 2001 (3,3% pour la période 1988‐2001, avec une fécondité de 7,1), des enquêtes plus récentes (INS, 2016a) indiquent cependant un apparent recul de la fécondité (7,3 en 2015). Les projections de population des Nations Unies utilisent des hypothèses basées sur les tendances plus récentes (fécondité, mortalité…), mais n'anticipent pas des éventuels changements de politique démographique. [↑](#footnote-ref-2)
3. La production d’or, en déclin depuis quelques années (moins de 800 kg en 2016), a été gérée par la société publique SOPAMIN après le départ en 2013 de la compagnie canadienne SEMAFO. En 2016, 75% du capital de la société qui extrait l’or (SML) a été vendu à un opérateur privé (A Group International). [↑](#footnote-ref-3)
4. La production de charbon (autour de 250.000 t) est pour l’essentiel destinée à la génération électrique par la même société exploitante (SONICHAR, à participation publique majoritaire); elle fournit les usines de traitement d’uranium, ainsi que quelques centres urbains de la région d’Agadez. Une nouvelle extraction carbonifère, aussi combinée avec une centrale thermoélectrique, est en phase de développement par une compagnie américaine à Salkadamna (région de Tahoua). [↑](#footnote-ref-4)